

La Guerre froide

Contenu :

Introduction : Etats-Unis et URSS, des intérêts communs jusqu'en 1945	1
I- Deux superpuissances que tout oppose	2
A) Deux idéologies distinctes menant à la formation de deux blocs opposés.....	2
B) Des tensions faisant craindre un nouveau conflit mondial jusqu'au début des années 1960	3
II- Un conflit régi par l'équilibre de la terreur : l'évolution vers la Détente.....	4
A) A partir de 1962, le début d'une période de détente.....	4
B) Mais des regains de tensions à la veille des années 1980	5
III- Guerre fraîche et « défaite » du camp soviétique	5
A) « America is back », les Etats-Unis de retour aux affaires.....	5
B) De l'impossible réforme soviétique à la dislocation : la fin de Guerre froide	6
Conclusion : Les Etats-Unis, devenus une incontestable hyperpuissance	7
A retenir.....	8
Personnages clés :	8
Chronologie synthétique :	8
Pour approfondir.....	9
A) Les Accords d'Helsinki (1975)	9
B) La crise des euromissiles	9

Introduction : Etats-Unis et URSS, des intérêts communs jusqu'en 1945

En 1941, l'opération Barbarossa déclenchée par l'Allemagne nazie à l'encontre de l'URSS met fin au pacte germano-soviétique de non-agression. Elle a pour conséquence la création d'une alliance qui associe notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, deux démocraties libérales à économie capitaliste, et l'URSS, Etat communiste et totalitaire. Afin de préparer l'après 1945, plusieurs rencontres ont lieu, tout d'abord à Yalta en février 1945 entre Franklin D. Roosevelt, Winston Churchill et Staline, puis à Potsdam durant l'été 1945, où Harry Truman remplace Franklin D. Roosevelt, décédé.

Si ces nations ont un objectif commun jusqu'en 1945, à savoir la destruction des puissances de l'Axe, la méfiance grandit dès avant la fin du conflit. Ainsi, alors que Staline reproche aux Etats-Unis d'avoir arrêté l'aide Prêt-Bail accordée depuis l'été 1941 à l'URSS, Washington voit d'un mauvais œil le fait que les Soviétiques favorisent l'installation de régimes communistes en Europe de l'Est, alors même que la Conférence de Yalta prévoyait la tenue

d'élections libres dans ces pays. Et dès mars 1946, Churchill parle « d'un rideau de fer » qui s'est abattu sur l'Europe « de Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique » lors d'un discours prononcé à Fulton, aux Etats-Unis.

I- Deux superpuissances que tout oppose

A) Deux idéologies distinctes menant à la formation de deux blocs opposés

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis apparaissent comme le leader du « monde libre », c'est-à-dire le monde des démocraties libérales. En effet, le modèle américain est fondé sur l'idéologie libérale, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique, et est régi par la Constitution de 1787. La liberté religieuse y est respectée, tout comme celle de la presse et des médias. Il s'agit d'une démocratie dans laquelle il est évidemment possible de former des partis politiques et où les pouvoirs sont partagés (exécutif pour le Président, législatif pour le Congrès, composé de deux chambres). Concernant l'économie, l'économie capitaliste américaine se caractérise par la libre entreprise, la non-intervention de l'Etat et la libre concurrence.

De son côté, l'URSS stalinienne présente toutes les caractéristiques d'un Etat totalitaire : une idéologie officielle (le marxisme-léninisme), un parti unique (le Parti Communiste de l'Union Soviétique, PCUS), une police politique, l'absence de liberté d'information couplée à une propagande omniprésente, l'embrigadement de la jeunesse (grâce aux Komsomols), un contrôle quasi-total de l'ensemble des activités humaines, etc. Les entreprises sont aux mains de l'Etat, censé représenter le prolétariat. L'Etat peut ainsi lui-même organiser l'économie, et s'engage même à la planifier via des plans quinquennaux fixant notamment les productions, les salaires et les investissements à réaliser. Globalement, l'URSS privilégie le développement de l'industrie lourde (armement, sidérurgie, etc.) aux dépens des biens de consommations.

Autour de ces deux superpuissances aux idéologies opposées se forment rapidement deux blocs, d'autant que la rupture intervient dès 1947 (stratégie du « *containment* » d'Harry Truman aux Etats-Unis et doctrine Jdanov en URSS). Les Etats-Unis n'acceptent pas l'expansion communiste en Europe de l'Est, tandis que l'Union Soviétique se méfie des Américains qui gardent, jusqu'en 1949, le monopole de l'arme atomique.

En lien avec la stratégie d'endiguement définie par Truman, les Etats-Unis proposent en 1947 aux pays d'Europe leur aide économique afin d'aider à la reconstruction mais aussi de faire pression à l'encontre des communistes : c'est le Plan Marshall, adopté par les pays d'Europe occidentale. Les pays d'Europe de l'Est, sous pression soviétique, sont obligés de refuser l'offre américaine. Ce plan est à l'origine de la création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), fondée en 1948 et ancêtre de l'OCDE actuelle, qui coordonne la reconstruction et permet le resserrement des liens économiques des pays bénéficiaires. Sur le plan militaire, les Etats-Unis, le Canada et les pays d'Europe occidentale signent l'Alliance Atlantique en 1949, accompagnée par la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : ainsi se forme le bloc de l'ouest.

Du côté communiste, l'URSS étend son influence dans toute l'Europe de l'Est, occupée par l'Armée Rouge, à l'exception de la Yougoslavie : cette expansion lui permet de se doter d'un « glacis protecteur » face à la menace américaine, considérée comme impérialiste. Entre 1945 et 1948, ces Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) deviennent ainsi des satellites de l'URSS dont les institutions sont calquées sur celles de l'URSS (parti unique) et le système économique hérité du voisin soviétique (nationalisations, collectivisation des terres, planification). Par le biais du Kominform, créé en 1947, le PCUS contrôle les partis communistes qui dirigent ces PECO. L'URSS contre également la création de l'OECE avec la formation du Conseil d'Aide Economique Mutuelle en 1949, puis l'OTAN par la signature du Pacte de Varsovie en 1955.

B) Des tensions faisant craindre un nouveau conflit mondial jusqu'au début des années 1960

La première crise entre les Etats-Unis et l'URSS intervient dès 1948 en Allemagne où la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne occupent l'ouest de l'ancien Reich, tandis que l'URSS contrôle la partie Est. Berlin est divisée selon la même logique en quatre zones d'occupation. Alors que chaque bloc impose son fonctionnement aux zones contrôlées, Staline craint que les Occidentaux n'essayent de remettre sur pied un Etat allemand. En juin 1948, il décrète un blocus des trois zones d'occupation occidentales à Berlin, en plein cœur de l'Allemagne de l'Est contrôlée par l'armée rouge. Les Américains répliquent par la création d'un pont aérien entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin Ouest afin de ravitailler la zone sous blocus. Staline lève finalement le blocus en mai 1949, mais cette crise accélère la création de deux Etats cette même année : la République Fédérale d'Allemagne à l'Ouest et la République Démocratique Allemande à l'Est. Douze ans plus tard, en 1961, l'Allemagne devient par ailleurs le symbole de la fracture Est-Ouest avec la construction du mur de Berlin.

La crise suivante, plus longue, a pour terrain la Corée du Sud. Colonie japonaise jusqu'à la défaite du Japon en 1945, le Nord est alors occupé par l'Armée Rouge, le Sud par l'armée américaine : les deux Corées sont alors séparées par le 38^{ème} parallèle Nord. Apparaissent ainsi deux Etats : la Corée du Nord communiste et la Corée du Sud sous parapluie américain. Encouragés par Staline, les Nord-Coréens envahissent le Sud en juin 1950. En l'absence du délégué soviétique, le Conseil de Sécurité de l'ONU décide l'envoi de troupes sous commandement américain ce qui permet aux troupes de la Corée du Sud de récupérer les territoires envahis, jusqu'à atteindre la frontière sino-coréenne. La Chine communiste envoie alors quelques 500 000 hommes, accompagnés de l'aide soviétique. Alors que le conflit s'enlise dans une guerre de tranchées, l'armistice de Panmunjeom, qui aboutit au statu quo d'avant-guerre, est finalement signé après la mort de Staline en 1953.

Après l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev et ses annonces concernant la coexistence pacifique, un dégel des relations entre les deux blocs apparaît possible. Pourtant, dès 1956, deux crises simultanées montrent que la situation reste précaire. Tout d'abord, après la nationalisation du canal de Suez par Nasser, alors chef d'Etat égyptien, qui dépossède Français et Britanniques, l'expédition anglo-franco-israélienne est contrainte de faire demi-tour face aux ultimatums américains et soviétiques : cette humiliation pour les puissances européennes montre que les deux Grands ont tous pouvoirs. Simultanément, une

insurrection se déclenche à Budapest et réclame la démocratisation du pays et son indépendance politique, ainsi que la remise en ordre de son économie : la déstalinisation initiée par Khrouchtchev lors du XX^e congrès du PCUS en 1956 renforce en effet un souhait d'émancipation dans les PECO. Face à ces revendications intolérables pour Moscou, les chars soviétiques écrasent ce soulèvement dans le sang.

Mais l'apogée de la Guerre froide intervient à Cuba, où la tension monte dès 1959 lorsque Fidel Castro s'empare du pouvoir, lance une politique de nationalisation et interdit aux étrangers (notamment américains) de posséder des terres sur le sol cubain. Les Etats-Unis tentent en 1961 de déposer Fidel Castro par les événements de la Baie des Cochons, mais échouent. L'URSS apporte alors son soutien à Cuba, pays au régime anticapitaliste aux portes des Etats-Unis. Ces derniers décrètent un embargo, mis en place dès 1962. Cette année-là, Khrouchtchev envoie à Cuba des navires livrant des fusées nucléaires. Mais face à l'abnégation de John F. Kennedy et la pression américaine, l'URSS fait marche arrière, épargnant le monde d'un conflit nucléaire mondial. En cédant face à Kennedy, l'URSS admet que l'Amérique latine fait partie de la sphère d'influence américaine, malgré la présence d'un régime communiste à Cuba.

II- Un conflit régi par l'équilibre de la terreur : l'évolution vers la Détente

A) A partir de 1962, le début d'une période de détente

A la suite de la crise des fusées de Cuba s'ouvre une période dite de détente qui dure jusqu'à la fin des années 1970. L'équilibre de la terreur favorise la mise en application de la doctrine soviétique de la coexistence pacifique. Elle se concrétise par la mise en place du « téléphone rouge » entre la Maison Blanche et le Kremlin. Lyndon Johnson souhaite poursuivre la politique d'apaisement initiée par son prédécesseur, John F. Kennedy, ce qui aboutit notamment au Traité de non-prolifération nucléaire en 1968. Par ailleurs, le Président américain Richard Nixon, qui succède à Lyndon Johnson, rencontre à plusieurs reprises Leonid Brejnev, leader soviétique depuis 1964 et le limogeage de Khrouchtchev. La signature des accords bilatéraux SALT I en 1972, qui limite le développement des arsenaux militaires, est un bon exemple des pourparlers de l'époque. En outre, URSS et Etats-Unis s'affrontent désormais sur terrain neutre, comme par exemple dans la course à l'espace : le premier homme dans l'espace est envoyé par l'URSS (Youri Gagarine, dès 1961) tandis que le premier homme sur la Lune est américain (Neil Armstrong, en 1969).

Au final, Américains et Soviétiques luttent désormais dans les périphéries, et en particulier dans le tiers monde. Les différentes interventions américaines et soviétiques ne provoquent de ce fait que de simples protestations de la part du camp opposé, comme lors du Printemps de Prague en 1968 ou lors du coup d'Etat organisé par la CIA au Chili en 1973 : les sphères d'influence des deux Grands sont ainsi respectées. En 1969, Willy Brandt devient chancelier de la RFA et, symbole de l'apaisement des relations Est-Ouest, opère un rapprochement avec l'Est : l'Ostpolitik. Dès 1972, RFA et RDA se reconnaissent, et entrent à l'ONU un an plus tard. En 1975, les Accords d'Helsinki, signés par 35 Etats, et qui correspondent à un traité de paix à retardement pour la Seconde Guerre mondiale, symbolisent cette détente (voir « **Pour approfondir...** »). Les nouvelles frontières sont déclarées inviolables, ce qui constitue une victoire diplomatique pour l'URSS dont les gains territoriaux sont entérinés. De manière

générale, cette période de détente semble profiter davantage aux Soviétiques, qui étendent leur influence dans le tiers monde, mais dont les relations avec la Chine communiste se rompent en 1964. De leur côté, les Etats-Unis sont de plus en plus critiqués pour leur gestion de la question Noire, leur défaite lors de la guerre du Viêt-Nam suite à une offensive du Nord Viêt-Nam en 1975, et enfin le scandale du Watergate. Tout ceci provoque une dislocation partielle du bloc occidental, au sein duquel le président De Gaulle prend ses distances vis-à-vis du leadership américain : la France se retire ainsi du commandement intégré de l'OTAN dès 1966.

B) Mais des regains de tensions à la veille des années 1980

Au milieu des années 1970, les Etats-Unis perdent de leur influence, notamment suite à leur échec lors de la Guerre du Viêt-Nam. Rapidement, toute la région indochinoise devient communiste, que ce soit le Viêt-Nam, le Cambodge ou le Laos. En outre, l'Amérique latine, pourtant dans le giron américain, fait face à une instabilité politique forte notamment liée à l'activisme de Cuba. Ainsi, des guérilleros communistes, les sandinistes, prennent le pouvoir en 1979 au Nicaragua. Si l'URSS en profite pour étendre son influence, notamment dans les anciennes colonies portugaises d'Afrique (Angola et Mozambique), elle doit aussi faire face à des critiques dans son propre bloc (syndicat Solidarnosc en Pologne ou encore Charte 77 en Tchécoslovaquie). L'armée soviétique intervient également en Namibie ou en Ethiopie. Mais les deux Grands évitent encore tout affrontement direct et préfèrent étendre leur influence dans le tiers monde.

A la fin des années 1970, le climat diplomatique se détériore néanmoins. Certes, le président américain Jimmy Carter, partisan d'un désarmement bilatéral, signe avec Léonid Brejnev les accords SALT II en 1979. Mais leur non-ratification par le Congrès américain irrite l'Union Soviétique, qui décide d'intervenir militairement dès 1979 en Afghanistan par le Coup de Kaboul pour soutenir un régime communiste en difficultés : Carter réplique en apportant son soutien à la résistance antisoviétique afghane, des moudjahidines islamistes, et les Etats-Unis augmentent à cette époque leur présence dans la région du Golfe. Surtout, la crise des euromissiles fait naître de réelles tensions entre les deux superpuissances : à l'installation (notamment en Europe de l'Est) de missiles à moyenne portée soviétiques, les SS-20, les Etats-Unis répliquent par le déploiement de missiles Pershing II, essentiellement en RFA (voir « **Pour approfondir...** »). Mais cette crise ne sera pas résolue avant le milieu des années 1980. Surtout, l'arrivée au pouvoir des républicains à partir de 1981 suite à l'élection de Ronald Reagan marque un tournant dans la gouvernance américaine.

III- Guerre fraîche et « défaite » du camp soviétique

A) « America is back », les Etats-Unis de retour aux affaires

A partir du milieu des années 1970, une Guerre fraîche succède la coexistence pacifique. Avec son slogan « America is back » et son discours manichéen sur l'Empire du Mal, visant explicitement l'Union Soviétique, Ronald Reagan entreprend une politique de fermeté considérée comme agressive. Au cours de sa présidence, il répète ainsi plusieurs fois que l'épisode communiste tire à sa fin. Pour affaiblir l'ennemi, l'administration Reagan n'hésite pas à financer des guérillas anti-communistes, notamment en Afrique mais aussi en Asie et

en Amérique latine. La CIA continue ainsi d'armer les moudjahidines afghans durant les années 1980, pour combattre l'Armée Rouge. Dans le conflit Iran-Irak, alors que les relations diplomatiques entre l'Iran et les Etats-Unis sont officiellement rompues, Ronald Reagan prend parti pour Saddam Hussein et apporte son soutien à l'Irak. De façon plus directe, les Etats-Unis décident de renverser le régime marxiste sur l'île de la Grenade en 1983. La même année, en pleine crise des euromissiles, l'Union Soviétique abat un avion de la compagnie Korean Air Lines contenant 269 civils, suite à une erreur de navigation ayant provoqué la violation du territoire soviétique : cette attaque provoque l'indignation de Ronald Reagan et conforte sa vision manichéenne du monde. En 1985, il décrète également un embargo à l'encontre du régime sandiniste de Daniel Ortega et d'obédience marxiste au Nicaragua. Enfin, le bombardement de la Libye de Kadhafi en 1986 ne génère que de timides protestations de la part des Soviétiques.

En outre, par la mise en place des « *reaganomics* », Ronald Reagan mène une politique de relance de type militaro-keynésienne, ce qui permet aux Etats-Unis de renouer avec une forte croissance. Au cours de ses deux mandats, Reagan relance la course aux armements, quelque peu atténuée jusque-là. Il est notamment à l'initiative du projet Initiative de Défense Stratégique (IDS), qui avait pour vocation de protéger le territoire américain par la mise en place d'un bouclier antibalistique à l'aide de satellites capables de détecter d'éventuels missiles. Or, la réalisation d'un tel projet rendrait caduc l'équilibre de la terreur et rendrait l'URSS vulnérable. Moscou, face à de telles velléités, n'a pas les moyens financiers pour contrer ce projet sans quoi son économie, déjà fortement fragilisée par les dépenses en Afghanistan, deviendrait de plus en plus faible. Dès lors, Gorbatchev préfère poursuivre les pourparlers en vue d'un désarmement progressif des deux superpuissances, entraînant l'abandon par les Etats-Unis du projet IDS au début des années 1990. Plusieurs conférences en vue du désarmement se tiennent ainsi durant le second mandat de Reagan, aboutissant au traité START I signé en 1990. Mais la relance de la course aux armements par les Etats-Unis contribua notablement à l'essoufflement soviétique des années 1980.

B) De l'impossible réforme soviétique à la dislocation : la fin de Guerre froide

A la mort de Brejnev en novembre 1982, Youri Andropov, chef du KGB, est désigné pour le remplacer, mais décède dès février 1984. Konstantin Tchernenko, qui lui succède, meurt à son tour en mars 1985. Mikhaïl Gorbatchev, plus jeune que ses deux prédécesseurs, devient alors le nouveau Secrétaire Général du PCUS. Dirigeant moderniste qui met fin à la Guerre fraîche avec le bloc de l'Ouest, il initie une politique de transparence, la « *glasnost* », qu'il met en œuvre à l'occasion de la catastrophe de Tchernobyl, en 1986. Il modère notamment la censure et, dès 1985, prononce un discours dans lequel il expose très clairement les problèmes de l'URSS. Avec une franchise radicale, il explique qu'une grave crise est en train de compromettre l'avenir soviétique. En 1986, le mot d'ordre est à l'accélération, ou « *uskorenie* » en russe. Mais les réformes les plus profondes commencent seulement en 1987, alors que l'accélération attendue ne se produit justement pas et que la croissance soviétique se ralentit encore. La conjoncture est en fait difficile pour l'URSS qui doit faire face à la chute des cours du pétrole en 1985. De plus, l'URSS est engagée dans une guerre coûteuse en Afghanistan, poussant Gorbatchev à retirer l'URSS de ce conflit qui l'affaiblit et qui creuse le déficit budgétaire. Les réformes engagées en 1987 constituent un virage libéral majeur : c'est la « *perestroïka* » (reconstruction). Il s'agit d'instaurer une économie mixte qui laisse

une place à l'entreprise privée. Mais cette réforme s'accompagne d'effets pervers, tel que le développement du chômage (une chose nouvelle en URSS), de l'inflation et globalement une diminution du niveau de vie des Soviétiques.

Face à la relance de la course aux armements engagés par les Etats-Unis, notamment via l'annonce du projet Initiative de Défense Stratégique (IDS), l'URSS n'a plus les moyens de rivaliser : Gorbatchev choisit donc de ne pas suivre cette voie. Du fait de ces difficultés économiques, Gorbatchev suspend l'aide soviétique (technique, militaire et économique) aux pays du tiers monde, annonce que l'Armée Rouge n'interviendra plus dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est (provoquant la chute des régimes communistes en place) et décide de retirer les troupes d'Afghanistan. En outre, il s'engage à apaiser les relations avec l'Occident : l'URSS et les Etats-Unis annoncent en décembre 1989 la fin de la Guerre froide lors d'une rencontre à Malte. Malgré les réformes engagées à la fin des années 1980 par Gorbatchev, l'URSS connaît de graves difficultés économiques au tournant des années 1990 au travers de lourds déficits, d'un endettement croissant vis-à-vis de l'extérieur et de la hausse de l'inflation. Après une tentative ratée de restauration des grands équilibres économiques du pays en 1989, Gorbatchev annonce en mars 1990 que l'objectif est désormais de passer à l'économie de marché et d'abandonner le collectivisme.

Mais alors que l'URSS connaît en son sein des dissensions de plus en plus manifestes sur le plan politique, toutes les Républiques, y compris la Russie, proclament peu à peu leur souveraineté. Le 8 décembre, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie signent le traité de Minsk qui crée la Communauté des Etats Indépendants, proclamant également l'obsolescence de l'URSS. En décembre 1991, l'URSS est à son tour officiellement dissoute le lendemain de la démission de Gorbatchev qui intervient lors d'un discours prononcé le 25 décembre.

Conclusion : Les Etats-Unis, devenus une incontestable hyperpuissance

A la chute de l'URSS, les Etats-Unis sont qualifiés d'hyperpuissance car n'ayant plus de véritable concurrent. Ils cumulent supériorité économique (environ 30% du PIB mondial), culturelle (propagation de l'« *American way of life* » dans le monde entier) et militaire. Ils deviennent alors les « gendarmes du monde » et tentent d'imposer la démocratie libérale et le capitalisme quand cela est possible. Leur domination militaire est immédiatement perceptible dès le début de l'année 1991, lors de la première guerre du Golfe. Avec une coalition de plus de 30 pays, les Etats-Unis libèrent le Koweït de l'invasion des troupes irakiennes de Saddam Hussein. Pour autant, les Etats-Unis n'ont pas de conflit majeur dans lequel s'engager durant la décennie 1990, leur implication lors des guerres de Yougoslavie restant limitée. Ils profitent plutôt des années 1990 pour exporter leur modèle, notamment aux ex-démocraties populaires d'Europe de l'Est. Les Jeux Olympiques d'Atlanta, en 1996, symbolisent leur rayonnement culturel.

L'arrivée au pouvoir du démocrate Bill Clinton en 1993 marque l'alternance politique. Sous ses deux mandats successifs, alors que le prix de l'énergie est bas, le PIB américain croît de plus de 3,5% par an en moyenne, l'inflation reste limitée et le chômage se contracte. Avec la baisse des dépenses militaires, l'excédent budgétaire fait son retour à la fin des années 1990. A partir de 1994, l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain

(ALENA) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique, permet la création de la plus grande zone de libre-échange au monde, favorisant le commerce américain. Malgré l'affaire Monica Lewinsky au cours de son second mandat (qui conduisit à une procédure d'« impeachment », finalement avortée), Bill Clinton permet ainsi aux Etats-Unis de renforcer leur influence dans le monde à l'aube du nouveau millénaire.

A retenir

Personnages clés :

Présidents américains :

- 1933 – 1945 : Franklin D. Roosevelt (1882 – 1945, démocrate)
- 1945 – 1953 : Harry Truman (1884 – 1972, démocrate)
- 1953 – 1961 : Dwight D. Eisenhower (1890 – 1969, républicain)
- 1961 – 1963 : John F. Kennedy (1917 – 1963, démocrate)
- 1963 – 1969 : Lyndon B. Johnson (1908 – 1973, démocrate)
- 1969 – 1974 : Richard Nixon (1913 – 1994, républicain)
- 1974 – 1977 : Gerald Ford (1913 – 2006, républicain)
- 1977 – 1981 : Jimmy Carter (1924 – ..., démocrate)
- 1981 – 1989 : Ronald Reagan (1911 – 2004, républicain)
- 1989 – 1993 : George Bush (1924 – ..., républicain)

Leaders soviétiques :

- 1922 – 1953 : Joseph Staline (1878 – 1953)
- 1953 – 1964 : Nikita Khrouchtchev (1894 – 1971)
- 1964 – 1982 : Léonid Brejnev (1906 – 1982)
- 1982 – 1984 : Youri Andropov (1914 – 1984)
- 1984 – 1985 : Konstantin Tchernenko (1911 – 1985)
- 1985 – 1991 : Mikhaïl Gorbatchev (1931 – ...)

Chronologie synthétique :

- 1946 : discours de Fulton par Churchill
- 1947 : stratégie du « *containment* » de Truman et doctrine Jdanov
- 1947 : Plan Marshall
- 1948 : crise de Berlin
- 1949 : signature de l'Alliance Atlantique et création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- 1950 – 1953 : guerre de Corée
- 1955 : signature du Pacte de Varsovie
- 1956 : crise de Suez
- 1956 : insurrection de Budapest
- 1961 : construction du mur de Berlin
- 1962 : crise des fusées de Cuba
- 1968 : signature du Traité de non-prolifération nucléaire

- 1968 : Printemps de Prague
- 1972 : reconnaissance mutuelle de la RFA et de la RDA
- 1975 : Accords d’Helsinki
- Fin des années 1970 – années 1980 : crise des euromissiles
- Années 1980 : projet IDS, relance militaro-keynésienne aux Etats-Unis
- 1987 : début de la *perestroïka* (restructuration)
- Décembre 1989 : annonce commune de la fin de la Guerre froide
- 26 décembre 1991 : dissolution officielle de l’URSS

Pour approfondir...

A) Les Accords d’Helsinki (1975)

En 1973, à l’initiative de Léonid Brejnev, s’ouvre la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) afin d’améliorer le dialogue entre les deux blocs et notamment d’améliorer la sécurité des peuples européens.

Le 1^{er} août 1975, 35 Etats dont les Etats-Unis, l’URSS, le Canada et l’ensemble des pays européens (à l’exception de l’Albanie et de l’Andorre) signent les Accords d’Helsinki, aussi connus sous le nom d’Acte Final d’Helsinki. Symbole de la détente au cours de la Guerre froide, ces accords déclarent en particulier l’inviolabilité des frontières européennes, ce qui constitue un succès majeur pour l’URSS qui avait considérablement agrandi son territoire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L’acquisition des territoires baltes, notamment, est ainsi entérinée, malgré les vives protestations au sein du bloc de l’Ouest.

En outre, ces accords prévoient également le respect des droits de l’homme (défendus en particulier par le Vatican), la non-intervention dans les affaires intérieures et la coopération interétatique. Les libertés humaines, défendues par le texte, renforceront cependant les opposants au totalitarisme soviétique, en Europe de l’Est et en URSS. Globalement, ces accords représentent un pas en avant vers l’apaisement des relations Est-Ouest. Mais en tant que simple procès-verbal, ils ne possèdent aucune portée juridique.

L’Acte final d’Helsinki pose les bases de l’Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OECE), qui succède en 1995 à la CSCE et rassemble aujourd’hui l’ensemble des Etats européens.

B) La crise des euromissiles

La crise des euromissiles commence en 1977 lorsque l’URSS prend l’initiative d’installer des missiles à moyenne portée, les SS-20, sur l’ensemble du territoire soviétique. Avec de tels missiles, de nombreux Etats n’appartenant pas au bloc de l’est sont menacés, en particulier en Europe de l’Ouest. En 1979, au cours d’un sommet de l’OTAN, le bloc de l’Ouest prend la fameuse « double décision » qui consiste à négocier le retrait des missiles soviétiques et d’entreprendre l’installation de missiles en Europe de l’Ouest en cas d’échec des négociations. Mais Léonid Brejnev refuse de faire marche arrière.

Alors qu'Andropov, qui succède à Brejnev en 1982, cherche à désamorcer la crise, la destruction d'un avion civil de la compagnie Korean Air Lines par l'armée soviétique ravive fortement les tensions. Les membres de l'OTAN décident de faire preuve de fermeté, malgré des manifestations pacifistes contre le déploiement de missiles par l'OTAN, en particulier en Allemagne et au Royaume-Uni. Ainsi, en 1983, devant le Bundestag allemand, François Mitterrand s'exprime en ces termes : « les pacifistes sont à l'Ouest, mais les missiles sont à l'Est ». Les Etats-Unis installent en 1983 des missiles Pershing II et Cruise, en particulier en RFA, mais aussi en Italie et au Royaume-Uni, en direction du bloc soviétique. En réponse, Moscou décide de rompre les négociations avec l'Ouest et de renforcer ses dispositifs de défense.

Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et le sommet de Washington, en décembre 1987, pour que les deux Grands s'accordent sur l'« option zéro » préconisée par Ronald Reagan dès 1981 : chaque camp s'engage alors à détruire l'ensemble des missiles à moyenne portée.